

Les particularités des changements de régime en Europe centrale et orientale et la montée des nationalismes

MIKLOS NAGY
UNIVERSITE DE SZEGED

L'effondrement du système communiste et la mise en place des réformes politiques et économiques libérales ont provoqué la réémergence du nationalisme qui a ressuscité les sensibilités nationales, religieuses et culturelles dont le système communiste n'a pas réussi à supprimer. Les changements de régime ont libéré les forces politiques, ethniques et religieuses qui avaient été neutralisées par les régimes communistes depuis 40 ans ou depuis 70 ans en URSS.

Les différentes expériences de changements de régime en Europe centrale et orientale ont montré que l'appartenance nationale est le sentiment déterminant des peuples de cette région de l'Europe. Il faut souligner l'importance des changements de régime pacifiques en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en RDA et la brutalité de la chute du régime de Ceaușescu en Roumanie.

En Pologne et en Hongrie la démocratisation est facilitée par une tradition de résistance au régime. En RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie gouvernés par des apparatchiks conservateurs, la rupture fut plus radicale¹. L'effondrement du communisme a éclaté la cohésion des ensembles fédéraux, multinationaux comme l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie en 1990/1992. Les conflits interethniques ont dégénéré en conflit armé en Yougoslavie provoquant une guerre civile féroce entre les nations composant l'ex- Fédération.

Lors de l'analyse des particularités des changements de régime il faut mettre en relief l'évolution de la situation internationale, en particulier l'avènement de Gorbatchev en 1985, qui a mis en œuvre des réformes libérant les forces qui contestaient le système communiste. Le président Reagan a réussi à contraindre l'URSS de réviser fondamentalement ses objectifs de politique internationale. Son Initiative de Défense Stratégique (SDI) a remis en cause la doctrine de la destruction mutuelle assurée². L'URSS est devenue incapable d'assurer sa sécurité dans un conflit nucléaire éventuel. L'échec de la guerre d'Afghanistan a rendu évident les limites de sa puissance. Le sommet de Genève du novembre 1985 marqua la reprise du dialogue direct entre les deux personnalités sur le désarmement. Les négociations du sommet de Malte du décembre 1989 menées entre Gorbatchev et le successeur de Reagan, George Bush ont mis fin à la guerre froide. Fin 1991, marque non seulement la fin de l'URSS mais celle du communisme, en tant que régime politique et système d'organisation économique et social en Europe. Le Parti Communiste de l'Union Soviétique

¹ Roman Krakovsky, « Une révolution démocratique à l'Est », *L'Histoire* No 464/octobre 2019 p. 35.

² S. Bernstein – P. Milza (dir.), *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., Hatier, Paris, 2005, p. 37.

(PCUS) a été dissous, les républiques ont proclamé leur indépendance. La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie ont créé la Communauté des États indépendants (CEI), à laquelle ont adhéré 8 autres ex-républiques de l'URSS.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le rejet du système communiste s'accompagnait de la volonté de mettre fin à un système économique en pleine crise, caractérisé par un endettement croissant vis-à-vis de l'Occident et par un retard accumulé par rapport aux pays du capitalisme libéral. Les régimes communistes ont disparu entre le printemps 1989 et l'été 1991. Le retrait de l'Armée rouge et la dissolution du Pacte de Varsovie en 1992 ont contribué aussi à la renaissance des nationalismes, des rivalités ethniques, des conflits frontaliers.

L'opinion internationale reconnaît le rôle déterminant joué par la Pologne et par la Hongrie dans la chute du communisme en Europe centrale et orientale. Gorbatchev a encouragé les dirigeants communistes polonais et hongrois à progresser dans la voie des réformes en espérant que les réformes aboutiraient à la consolidation du régime communiste, sans remettre en cause le monopole du parti communiste.³ Gustáv Husák en Tchécoslovaquie, Ceaușescu en Roumanie et Honecker en RDA étaient hostiles aux réformes, Todor Jivkov en Bulgarie a accepté en partie la nécessité des réformes économiques mais il a considéré les réformes politiques trop dangereuses.

C'est en Pologne et en Hongrie que la *pérestroïka* a fait sentir ses effets directement. En Pologne, à l'issue des négociations de table ronde menées entre janvier et mars 1989, lors des élections partiellement libres, l'opposition a remporté une victoire totale. Le pays a été gouverné par un non-communiste – Tadeusz Mazowiecki – pour la première fois depuis 1947. Solidarité a obtenu 90 % des sièges du Sénat et la totalité des sièges réservés à l'opposition à la Diète. Les deux chambres ont élu – à une voix de majorité – Jaruzelski à la présidence de la République⁴. La « révolution par négociation » en Pologne s'est terminée par l'élection de Lech Wałęsa à la présidence de la République en 1990 et par les premières élections libres remportées largement par la Solidarité. D'autre événement majeur aboutissant à la chute du mur de Berlin fut l'ouverture de la frontière austro-hongroise devant les Allemands de l'Est réfugiés en Hongrie, permettant ainsi leur passage en Allemagne de l'Ouest.

En Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en RDA les forces politiques de l'opposition ont pris le pouvoir, qui témoignait l'activité croissante d'une société civile des années 1980. En revanche, dans certains pays de l'ancien bloc soviétiques (Bulgarie, Roumanie) les anciens dirigeants communistes ont réussi à sauvegarder leur pouvoir pour un certain temps, profitant d'une certaine nostalgie à la période précédente où la protection sociale était mieux assurée. En Bulgarie, Todor Jivkov fut remplacé en novembre 1989 par son ancien ministre des affaires étrangères, Petar Mladenov. En Roumanie, après la chute de Ceaușescu, Ion Iliescu – ancien collaborateur discrédité de Ceaușescu – a dirigé le nouveau gouvernement du Front du salut national.⁵

Les forces politiques organisées ont joué un rôle majeur dans le changement de régime pacifique en Hongrie, aussi bien que la Solidarité en Pologne, le Forum civique en Tchéco-

³ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.), *Histoire universelle (de la révolution au monde contemporain)*, Larousse-Bordas, 1998, p. 1124.

⁴ S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, Hatier, La compil initial, 2018, p. 568.

⁵ S. Berstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 137.

slovaquie, le Nouveau Forum en RDA où les partis politiques de la RFA ont étendu leur activité.

En Hongrie, les forces politiques d'opposition se sont organisées depuis la fin des années 1980. Certains d'entre eux se réclamaient des anciennes formations supprimées par les communistes après la seconde guerre, comme le Parti indépendant des petits propriétaires (FKGP) ou le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP). D'autres, sont nés des groupuscules contestataires de la fin des années 1980. Parmi eux, le Forum démocratique (MDF) a critiqué le système communiste en se basant sur les traditions nationales. L'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) se proclamait le porte-parole du libéralisme économique et politique et afficha un anticommunisme imprégné des revendications de droits civils. La Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), se voulait d'abord une organisation indépendante, libérale des étudiants d'université. Le parti-État, PSOH se vit contraint de négocier. Au terme des accords conclus entre les dirigeants communistes et les nouvelles formations politiques, le Parlement hongrois a voté les lois servant de cadre à un changement de régime pacifique. La République hongroise fut proclamée le 23 octobre 1989, enlevant de la dénomination officielle du pays l'adjectif « populaire ». Celui fut l'expression symbolique de l'essentiel du changement de régime : reconquête de la souveraineté, remplacement du dirigisme économique par l'économie de marché et transformation du système de l'État-parti en démocratie pluraliste en un système politique libérale. Sur le plan social, ce fut le remplacement d'une structure sociale idéologiquement déterminée par une structure basée sur l'égalité des chances.

Au cours du processus du changement de régime à la fin des années 1980, le problème des minorités hongroises vivant dans les pays voisins fut exposé au grand jour par les forces d'opposition du régime Kádár. Durant les 40 années du communisme, Trianon est devenu un sujet tabou considérant qu'il susciterait le nationalisme, étrangère à l'internationalisme, idéologie officiel des pays du bloc soviétique. La situation de plus en plus difficile des minorités ethniques dans les pays voisins – en premier lieu en Roumanie – a inspiré de sérieuses inquiétudes en Hongrie. Ceaușescu a considéré les protestations hongroises contre sa politiques répressive menée vis-à-vis de la minorité ethnique hongroise comme une ingérence dans les affaires intérieures roumaines. (Voir son projet de systématisation pour supprimer l'homogénéité ethnique des territoires habités par des Hongrois). Le grand courage déployé par László Tőkés – pasteur protestant hongrois, défenseur des droits des minorités – a joué un rôle catalyseur dans la chute du régime de Ceaușescu en décembre 1989. « La révolution roumaine apparaît un complexe alchimie entre spontanéité populaire et règlement de comptes entre les clans du Parti communiste roumain. »⁶ Le 25 décembre 1989 le couple Ceaușescu fut jugé, condamné à mort et immédiatement exécuté. Un nouveau pouvoir se met en place, le Conseil du Front du salut national, dirigé par Ion Iliescu, ancien secrétaire du Parti communiste roumain, limogé par Ceaușescu en 1971. Les premiers élections libres ont eu lieu en mai 1990 lors desquelles le Front du salut national a obtenu 66 % des suffrages et Iliescu a été désigné comme président de la République⁷.

En Hongrie, les élections législatives de mai 1990 aboutirent à la constitution d'une Assemblée nationale composée de six partis politiques différents. Le premier gouvernement

⁶ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.): Histoire universelle... *op. cit.*, p. 1131.

⁷ S. Berstein – P. Milza, *Histoire du monde de 1900 à nos jours*, *op. cit.*, p.572.

a été formé par József Antall, président du Forum démocratique hongrois. Il a créé une coalition de centre droite avec le Parti indépendant des petits propriétaires et avec le Parti populaire démocrate-chrétien. Les réformateurs du PSOH ont contribué au processus de changement par la fondation d'un Parti socialiste hongrois (MSZP), affichant un programme social-démocrate. Une législation démocratique est entrée en vigueur, le processus de privatisation a bouleversé les rapports de propriété et les victimes du communisme ont obtenu réparation pour les dommages subis. L'intense activité législative a permis la mise en place d'un État de droit. Le Traité de Varsovie et le Comecon une fois dissous, la Hongrie a cherché à se rapprocher des organisations euro-atlantiques. La Hongrie est devenue membre du Conseil de l'Europe (1990) et un dialogue a été amorcé avec la Communauté européenne et l'OTAN. En 1994, le gouvernement hongrois a présenté sa demande d'adhésion officielle au Conseil européen. Il était le premier des gouvernements démocratiques de l'Est à se porter candidat à l'UE.

En Tchécoslovaquie, les mouvements d'opposition ont créé un Forum civique sous l'impulsion de Václav Havel. Le 27 novembre 1989, une grève générale a été entamée et des millions de personnes ont manifesté dans les grandes villes. Sous l'influence de ces manifestations, le Parlement a aboli le rôle dirigeant du parti communiste. Un nouveau gouvernement sous la direction de Marian Calfa s'est constitué dans lequel les communistes furent minoritaires. Husák a démissionné de la présidence de la République et Havel a été littéralement plébiscité à ce poste. Le personnage emblématique du printemps de Prague de 1968, Alexander Dubček est élu président du Parlement. Lors des élections législatives de juin 1990, le Forum civique a obtenu la majorité absolue au Parlement fédéral.⁸ La « révolution de velours » a triomphé. L'effondrement du communisme a éclaté la cohésion des ensembles fédéraux, multinationaux. Le processus s'est déroulé d'une manière pacifique en Tchécoslovaquie où les négociations des indépendantistes slovaques avec les Tchèques ont abouti à la séparation en deux États indépendants en décembre 1992. La personnalité historique de la « révolution de velours » tchécoslovaque, Václav Havel n'a pas pu s'opposer à la sécession de la fédération.

En RDA, le système n'a laissé la place à aucune opposition, Honecker était hostile aux réformes. L'exode des Allemands de l'Est qui ont émigré à l'Ouest par les Ambassades de la RFA à Budapest, à Prague et à Varsovie en automne 1989 ainsi que l'arrivée à Berlin-Est de Gorbatchev pour le 40^e anniversaire, ont donné le signal à des manifestations populaires, puis à la formation du Nouveau Forum, contestant le régime communiste. Le 18 octobre, Honecker fut remplacé par son dauphin, Egon Krenz qui a fait des concessions, mais en vain. Le 10 novembre, l'autorisation donnée aux Allemands de l'Est de voyager à l'étranger va aboutir au démantèlement du mur de Berlin. En décembre, le rôle dirigeant du parti communiste est aboli, le Comité central et le Bureau politique se dissolvent ainsi que la STASI, la police politique. En février 1990, les premières élections libres depuis 1932 ont donné 40 % des voix à l'Alliance pour l'Allemagne rassemblant autour de l'Union des Chrétiens-démocrates les parties conservateurs. Un gouvernement sous la direction de Lothar de Maizière rassemblant les parties de l'alliance conservatrice, sociaux-démocrates et l'Union des libéraux a conduit au processus de réunification. Le 1^{er} juillet, l'Union

⁸ *Ibidem*, p. 571.

économique et monétaire entre les deux Allemagnes est entrée en vigueur, le 4 octobre 1990 est la date de l'union politique⁹.

La disparition de la Yougoslavie coïncide avec la fin de la guerre froide et la division de l'Europe. Une fois levée « la chape de plombe du communisme » se manifestent des conflits interethniques anciens, qui ont mené à la division. Aux rivalités ethniques se sont ajoutés des rivalités politiques. Lors des élections libres du printemps 1990, les communistes (rénovés) n'obtiennent la majorité qu'au Monténégro et en Serbie, alors que dans les autres républiques les partis nationalistes ont remporté la victoire. Les tendances centrifuges accompagnées des antagonismes idéologiques ont rendu impossible la survie de l'entité yougoslave et a mené à une terrible guerre civile.

Les proclamations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en juin 1991 a provoqué la résistance des Serbes opposés à la désintégration de la Fédération, dans laquelle ils voulaient garder leur position dominante. L'adoption de la nouvelle Constitution serbe en 1989 marqua la volonté de retour au projet de la Grande Serbie¹⁰. L'armée fédérale yougoslave – dominée par les Serbes – est intervenue en Slovénie et en Croatie. Après avoir chassé de la Slovénie, elle a pénétré dans une partie de la Croatie avec l'intention de défendre les intérêts des minorités serbes vivant ces territoires et a procédé à une purification ethnique. En janvier 1992, la Croatie reconnue par les États de la Communauté européenne, a réussi à faire accepter son indépendance. Après la proclamation de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine en septembre 1991, où les Serbes formaient 40 % de la population multiethnique, ils ont organisé des milices armées pour lutter contre les Croates et Bosniaques aux côtés de l'armée fédérale, utilisant la politique de « nettoyage ethnique ». La Serbie dirigée par Milosević a participé activement dans les opérations militaires particulièrement féroces, ils ont incendié des villes, déporté la population, perpétré des massacres, comme à Srebrenica en juin 1995.

L'Union européenne a reconnu les États nés de la décomposition de l'ex-Fédération en condamnant la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) qui n'a pas été reconnue par la communauté internationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté des sanctions contre la Yougoslavie de Milosević. En automne 1995, l'OTAN a décidé de mener des bombardements aériens contre les positions serbes. Un accord de paix a été paraphé en novembre à Dayton qui a maintenu l'unité de la Bosnie-Herzégovine composée de deux ethnies : une croate-musulmane (51 % du territoire) et une serbe (49 %), avec Sarajevo comme capitale sous une direction collégiale tricéphale¹¹.

L'ex-Yougoslavie va rester une région d'instabilité, caractérisée par des problèmes non résolus comme celui de Macédoine ou celui de Kosovo, région serbe peuplée à 90 % d'Albanais qui revendiquent leur autonomie.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le passage à l'économie de marché a causé beaucoup de difficultés. Faute d'expérience antérieures, il a fallu innover qui était une première source de difficulté. La seconde consiste à trouver des investisseurs. Les capitaux étrangers se sont dirigés vers les pays considérés les plus performantes, vers la Pologne où le secteur privé représentait une part importante ainsi que vers la Hongrie qui a noué des

⁹ *Ibidem*, p. 570.

¹⁰ F-G. Dreyfus, A. Jourcin, P. Thibault, P. Milza (dir.): *Histoire universelle... op. cit.*, p. 1130.

¹¹ S. Berstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 46-47.

liens étroits avec l'Occident sous le régime communiste. Les transferts des fonds structurels européens ont joué un rôle déterminant dans le développement de ces deux pays, en 7 ans la Pologne en a reçu 86 milliards euro et la Hongrie 25 milliards euro¹². Le retour à l'économie privée s'est passé avec moins de difficulté en Hongrie grâce à ces liens économiques avec l'Occident, et aux investissements occidentaux importants. Alors qu'en Pologne le retour au marché s'est opéré brutalement, pratiquement sans transition¹³. La réunification allemande a conduit la RFA à prendre en charge le retour au marché de l'ancienne RDA. Le processus a été engagé brutalement, la fermeture des usines non-rentables et le chômage ont provoqué un malaise dans la population. Dans tous les pays le passage à l'économie de marché allait de pair avec une baisse considérable de l'activité économique, la fermeture des usines et l'augmentation du chômage. La libéralisation des prix a entraîné l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat. Les problèmes économiques étaient aggravés par le manque de la protection sociale des salariés.

D'autre caractéristique du passage à l'économie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale était que les anciens élites politiques et économiques ont réussi à maintenir ses positions. La plupart des partis communistes se sont reconvertis en partis socialistes, conservant les biens immobiliers et s'intégrant dans le nouvel environnement politique, surtout dans les Balkans¹⁴. La crise économique et sociale liée au retour à l'économie privée a fortement influencé le balancier politique dans ces pays. En Pologne, en Hongrie, en Bulgarie dès 1993/94 le balancier politique revient vers une gauche ex-communiste qui se veut réformatrice, revendiquant l'héritage social du communisme. En 1994, les élections législatives en Hongrie ont été remportées par le Parti socialiste qui – malgré sa majorité absolue – a formé un gouvernement de coalition avec le parti libéral, SZDSZ. Le retournement est symbolisé par la défaite électorale du légendaire Lech Walesa en novembre 1995 qui sera remplacé par un ancien communiste, Alexandre Kwasniewski. La gauche ex-communiste réformatrice a réussi à garder son importance dans la partie orientale de la RFA. La reprise de la croissance dans la majorité de ces pays n'a commencé qu'à partir de 1995/96.

Trente ans après la chute du communisme les pays d'Europe centrale et orientale – notamment la Pologne et la Hongrie – sont en train de basculer vers un type de régime inédit, les démocraties « illibérales ». Le paysage politique est caractérisé par les mouvements nationalistes et identitaires. Le discours politique se construit autour d'une critique des institutions de Bruxelles, évoquant une identité européenne pour justifier le rejet des migrants¹⁵.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale le rattrapage économique avec les économies occidentales est inachevé. La République tchèque et la Slovaquie ont vite atteint des niveaux PIB par habitants supérieurs à 80 % de la moyenne européenne, alors qu'en Pologne et en Slovaquie le PIB par habitants reste inférieur à la moyenne de l'UE. D'autre trait

¹² Sortir du totalitarisme. L'Europe centrale et orientale après la chute du Mur de Berlin. <https://www.robert-schumann.eu/fr/question-d-europe/0534-sortir-du-totalitarisme>, 05.11.2019, p. 2.

¹³ S. Berstein – P. Milza, (dir.): *Histoire du XX^{ème} siècle*, Tome 4., *op. cit.*, p. 142.

¹⁴ Krakovsky, « Une révolution démocratique à l'Est », *op. cit.*, p. 36.

¹⁵ Sortir du totalitarisme... *op. cit.*, p. 2.

caractéristique de ces pays est l'exode massif des populations vers l'Ouest. Entre 2007 et 2015 3,4 millions de Roumains et 2 millions de Polonais ont quitté leur pays¹⁶.

Malgré les difficultés nous devons constater que la chute du Mur de Berlin a ouvert la voie vers la démocratie, la croissance économique et l'augmentation du niveau de vie dans cette région de l'Europe. L'adhésion de ces pays à l'OTAN et à l'Union européenne est la garantie de la paix sur le continent ainsi que celle de l'irréversibilité des changements démocratiques.

¹⁶ *Ibidem.*